

L'ajournement

On a eu l'impression à la réponse du ministre que c'était comme si rien ne s'était passé pendant les deux semaines de son absence. Pourtant, à ce moment là, son chef, le très honorable premier ministre (M. Mulroney), avait lui-même pris des engagements devant la Chambre d'examiner des solutions de rechange au refus de la Domtar.

Monsieur le Président, j'aimerais vous faire un peu l'historique du dossier Domtar pour vous montrer jusqu'à quel point le ministre n'a pas compris; le ministre n'est pas sensible aux intérêts de la région, de la province de Québec et du pays tout entier.

Monsieur le Président, un dossier comme celui de la Domtar qui représente un investissement d'un milliard 200 millions de dollars veut dire pour l'Estrie la sauvegarde de près de 5,000 emplois. On parle des 700 employés de la Domtar, mais on parle aussi des 2,500 producteurs de bois, on parle de l'existence même de la ville de Windsor qui est une ville mono-industrielle. Et, le fait de rejeter une telle demande du revers de la main, c'est nettement irresponsable. C'est nettement inacceptable pour une région comme la nôtre qui a souffert de la faiblesse structurelle de son économie, notamment à cause de sa grande dépendance des secteurs mous, comme le textile, les vêtements, les chaussures.

Monsieur le Président, on a à ce moment-ci, une industrie rentable, rentable cette année. Le premier ministre se sert des profits de cette année pour dire: Domtar n'a pas besoin de subvention!

Monsieur le Président, rappelez-vous que, en 1982, la société Domtar a perdu \$10,000,000; elle ne faisait pas des centaines de millions de profits.

Rappelez-vous que, en 1983, elle a réussi avec beaucoup d'efforts à améliorer sa performance à 45 millions de dollars. Cette année, elle a une année raisonnable, mais compte tenu de l'ampleur de ses investissements, monsieur le Président, ce n'est pas nécessairement la fin du monde.

Mais ce qu'on sait, c'est que l'industrie des pâtes et papiers est une industrie cyclique. Et quand je vois le ministre de l'Expansion industrielle régionale blâmer la compagnie parce qu'elle fait des profits, et dire à la région de l'Estrie: Enfin, il y a une compagnie dans votre région qui fait des profits, on n'est pas pour l'aider. Ce que l'on est prêt à aider, ce sont des canards boiteux.

Si c'est ça la perspective de développement économique régionale du ministre, à mon avis, il devrait présenter sa démission «au plus coupant». Pour nous, monsieur le Président, le développement économique régional signifie avoir des entreprises rentables et viables. Cela signifie que le gouvernement canadien est prêt à être partenaire. On a utilisé ce vocabulaire avec un grand déploiement en parlant de «partenariat» et tout ce que vous voulez, mais quand vient le temps de mettre l'argent «où est leur bouche», là, on devient muet et on veut même imputer des motifs à la compagnie. On veut même se servir de la notion de profit pour détruire la crédibilité de l'argument de la Domtar.

On veut même dire que la compagnie fait des menaces. On a même dit, et c'est le député de Sherbrooke (M. Charest) qui l'a répété, que la Domtar n'avait présenté son dossier qu'au mois de janvier.

Or, monsieur le Président, le ministre de l'Expansion industrielle régionale a reçu une lettre de la compagnie Domtar, du moins la lettre lui a été expédiée, la journée de son assermentation comme ministre, soit le 17 septembre dernier. Et là, le ministre sort comme d'une boîte à surprises, et dit: Ah, des ultimatums, on n'accepte pas cela! Mais cela fait des mois qu'il a le dossier. Bien sûr, il n'a pas cru bon de le partager avec ses collègues du Cabinet, il n'a surtout pas cru bon de le partager avec le caucus du Québec. On sait qu'ils ont été maintenus dans la complète noirceur au sujet d'un dossier aussi fondamental pour l'avenir de l'économie québécoise.

Monsieur le Président, aujourd'hui on apprend que la ville de St-Paul au Minnesota est prête à offrir 20 p. 100 de subvention à la Domtar pour qu'elle aille s'établir à cet endroit. Je comprends le truc des Américains. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) dit: On ne peut pas subventionner la Domtar, cela va déplaire aux Américains. Et alors ils reviennent par la bande et offrent à la même compagnie, eux, les États-Unis, une subvention appréciable, des taux d'intérêt beaucoup plus bas, un accès assuré au marché américain. Ils offrent aussi à la compagnie, bien sûr, une main-d'œuvre à meilleur marché, parce que, dans la région, il y a des gens qui travaillent depuis 35 ans dans cette industrie-là, et à ce moment-ci, le ministre de l'Expansion industrielle régionale, tout ce qu'il trouve à dire, c'est: «Ma décision est prise; je ne change pas d'idée.»

• (1805)

Monsieur le Président, j'avais l'engagement ferme du premier ministre qu'il réviserait le dossier et je pensais que sa parole était «croyable». Je pensais que lorsque le premier ministre s'engageait formellement en Chambre, cela voulait dire quelque chose. Et je sais que beaucoup de ses collègues du caucus ont perdu leurs illusions au cours des derniers jours, mais j'espère que le ministre va avoir l'occasion de se reprendre, et la secrétaire parlementaire qui, elle, je suis certain, connaît les intérêts du Québec et de la région qui sont en jeu, va nous fournir une réponse beaucoup plus brillante que son ministre qui ne comprend rien au dossier, qui ne comprend pas le dynamisme de la région, qui ne comprend pas la nécessité de créer des emplois dans les Cantons de l'Est. Et je compte sur la secrétaire parlementaire pour faire mieux le «job» que son ministre n'a pas été capable de faire.

Mme Monique B. Tardif (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier mon honorable collègue pour sa question et cela me fait plaisir d'y répondre.

Je voudrais d'abord souligner que le gouvernement est pleinement conscient de l'importance de l'industrie des produits forestiers pour le Québec et pour le Canada. Ce secteur donne environ 300,000 emplois à des Canadiens dans toutes les régions du pays. En 1984, ses envois se sont chiffrés à quelque 28 milliards de dollars et ses exportations, à environ 15 milliards de dollars. Je signale, en passant, que l'industrie a développé son potentiel à même le financement du secteur privé. Ils n'ont jamais attendu les subventions. C'est avec le financement du secteur privé qu'ils sont devenus les plus forts.